

LE MAQUIS CHARENTAIS « BIR'HACHEIM » 1943-1945

Nom donné en 1943 par Claude Bonnier en hommage à la bataille de Bir'Hacheim, point de résistance dans le désert Lybien où la 1^{ère} Brigade française libre, chargée de la tenue du point d'eau de Bir Hacheim, se couvre de gloire, se sacrifiant pour sauver l'armée britannique. Ce point est d'une extrême importance pour le périmètre de défense anglais. C'est le général Koenig qui commande cette brigade et pour la première fois depuis 1940, des français sont opposés aux allemands, l'Afrika-Korps de Rommel « le renard des sables ». Du 26 mai au 11 juin 1942, la position tiendra et la mission accomplie, ce qui reste de la Brigade percera les lignes allemandes permettant ainsi à l'armée anglaise de raffermir sa défense et empêchant Rommel d'entrer au Caire pour fermer le canal de Suez.

Les débuts de Bir'Hacheim

C'est à la suite des arrestations dans tout le grand ouest après celle d'André Grandclément, chef de la zone B, et celles faisant suite à un parachutage manqué à Taponnat qui coûte la vie à plus de trente patriotes que le trio André Chabanne, Guy Pascaud et Hélène Nebout dit « chef Luc » installe le premier groupe dans le secteur de Chasseneuil.

René Chabasse revenu en Charente comme chef des opérations aériennes organise une zone d'atterrissage dans une boucle de la Charente à Angeac et y réceptionne le 1^{er} avril 1943 les armes nécessaires au maquis Bir'Hacheim de Chasseneuil comme de Saint-André près de Cognac. (René Chabasse est arrêté à Angoulême le 21 février 1944, il s'échappe et meurt abattu dans la rue à 23 ans).

« En octobre 1943, le maquis se renforce par l'arrivée d'un certain nombre de réfractaires au S.T.O. A ce stade de formation, il devient urgent de faire affilier notre maquis à un mouvement de Résistance reconnu par la France Combattante. Le choix des 3 créateurs du maquis se porte sur l'Armée Secrète qui englobe déjà un grand nombre de maquis en France apolitique, ce qui nous permet d'accueillir de façon équitable des jeunes gens d'opinions diverses.

Ce même mois, Chabanne réussit à obtenir un contact avec un représentant de l'A.S. qui propose un rendez-vous à Chabanais. Il désigne Pascaud pour s'y rendre le jour venu. Un jeudi après-midi, Mme Clément, épouse du directeur de collège de Chasseneuil, reçoit une communication téléphonique concernant une entrevue le soir même, de nuit, dans un hôtel-restaurant de Chabanais. Elle prévient Mme Nebout qui convoque d'urgence l'agent de liaison Roger River auquel elle donne l'ordre d'en informer Pascaud, qui dirige à cette heure là un groupe d'élèves du collège sur un terrain au-dessous du Château. Roger River l'aborde discrètement et le met au courant en lui disant seulement « l'entrevue est pour ce soir ». Après contact avec Mme Nebout pour confirmation, Pascaud se rend à Chabanais. C'est ainsi qu'à eu lieu la première rencontre avec l'A.S. Quelques jours plus tard, Pascaud se rend à Brive pour une seconde rencontre avec un représentant de l'A.S. Notre affiliation (acceptée sous le n° 18), donne une plus grande force au maquis ». *Information recueillie auprès de Mme Nebout.*

Suivent quelques extraits du livre de Raymond Troussard : L'armée de l'ombre, le maquis charentais « Bir'Hacheim » 1943-1945.

L'auteur y affirme en préambule que ce livre est à la fois une fresque historique, un document et un témoignage concernant les différents contextes de l'époque ainsi que les événements tragiques qui se sont déroulés dans notre région de 1943 à 1945 dans le cadre de l'action du maquis Bir'Hacheim.

Ce livre a pu être réalisé grâce à des documents de l'époque et aux témoignages de toutes sortes recoupés entre eux par souci de la véracité des récits apportés par ceux qui ont participé à toutes les péripéties de ce maquis depuis sa création jusqu'à l'Armistice du 8 mai 1945.



Contexte économique de l'époque

Avant de raconter l'histoire du Maquis Bir'Hacheim, il est indispensable pour le lecteur, qu'il soit placé dans les circonstances exactes de la vie de cette époque afin de mieux connaître les motivations des maquisards, les conditions de lutte, l'existence misérable et souvent traquée de certains français et même celle plus ou moins arriérée où l'occupant nazi enfonceait de plus en plus le pays.

Ainsi, à l'heure où aujourd'hui il semble tout naturel, lorsqu'on se trouve à Angoulême à 19 heures, de prendre sa voiture et d'aller dîner chez des amis à Chasseneuil, trente minutes plus tard, il faut savoir qu'en 1943 ou 1944 cela était rigoureusement impossible.

Bien au contraire et par certains côtés, on se serait cru revenu au Moyen Age.

Dans les campagnes, faux et faucilles ressortaient, les bœufs et les mulets remplaçaient les tracteurs immobilisés par le manque d'essence, même les chevaux étaient réquisitionnés par l'ennemi.

Tous les travaux se faisaient à la main, même la simple ficelle n'existait plus, remplacée par une corde de papier, et les gerbes lors des moissons étaient liées avec liens de seigle.

Les sabots de bois et les chaussures à semelles de bois étaient devenues les chaussures les plus courantes.

Les Allemands pillaient ou faisaient piller par des Français à leur dévotion tout le patrimoine national.

Ils instaurèrent les «restrictions ». Il y avait des tickets pour tout, l'alimentation était la première touchée, 350 grammes de pain et quel pain ! Par jour, quelques centaines de grammes de viande ou de charcuterie par mois, quelques dizaines de grammes de matières grasses par mois également. Le vin rationné, le fromage réduit à l'état de plâtre (ah ! ces camemberts à zéro pour cent de matières grasses), telle était la ration journalière d'un habitant des villes. Mais, direz-vous, il restait les pommes de terre. Même pas ! Car elles aussi étaient rationnées à quelques kilos par mois. Le malheureux citadin ne pouvait plus compter que sur les rutabagas et les topinambours pour compléter son menu et sa colère grandissait contre l'occupant qui raflait tout.

D'autant plus que l'alimentation n'était pas seule à être rationnée. Le fer, le plomb, le cuivre (très recherché par les Allemands qui fondirent énormément de statues ornant nos places), l'étain, étaient contingentés avec rigueur.

Bien sûr, personne ne pouvait acheter de voitures automobiles, il ne s'en fabriquait plus, ni motos d'ailleurs, seuls, quelques vélos vendus avec tickets étaient mis sur le marché, mais il n'y avait souvent pas de pneus car le caoutchouc n'était plus importé, c'était l'arrêt total de la fabrication qui était faite avec de la récupération seulement.

L'essence était réservée à quelques prioritaires comme les médecins qui n'en recevaient que quelques litres par mois.

Certains débrouillards avaient monté sur leur voiture des « gazogènes » marchant avec du bois comme combustible.

Quelques autobus, tous équipés aussi de gazogènes roulaient également au bois et plutôt mal que bien et assuraient les transports vers les extrémités du département quand les pneus, rendant l'âme, ne les immobilisaient pas définitivement.

Le petit train à vapeur « Le Petit Mairat » était une bénédiction pour ceux qui avaient la chance d'être desservis par lui d'Angoulême à Confolens en passant par Saint-Angeau et Champagne-Mouton, bien qu'il mette quatre heures et quelquefois plus pour effectuer ce trajet et qu'il ne soit pas lui aussi exempt du contrôle allemand et policier comme son grand frère Angoulême-Limoges, seul moyen de transport vers le Centre.

Des régions comme le sud de la Haute-Vienne par exemple étaient plus difficiles à atteindre à partir d'Angoulême qu'aujourd'hui l'Autriche ou le Danemark en voiture.

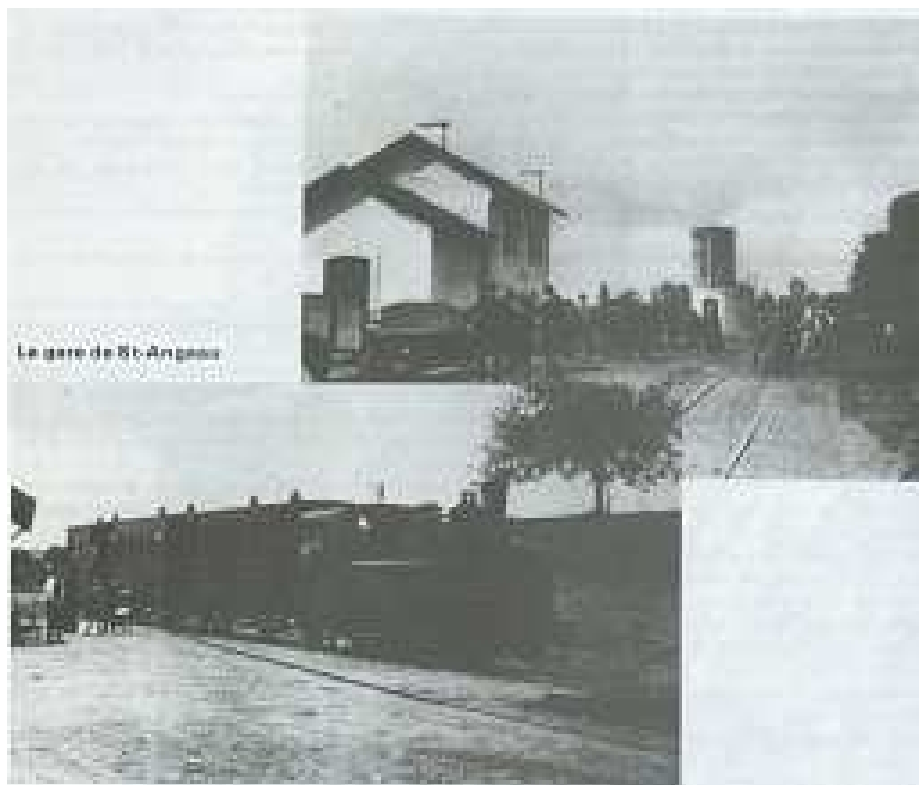
Les gens vivaient par la force des choses en vase clos. L'industrie et le commerce étaient réduits presque à néant par toutes ces difficultés accumulées.

Les seules sorties possibles librement, et encore, étaient les foires du chef-lieu de canton où l'on se rendait à pied le plus souvent, les réunions sportives du dimanche après-midi, et le cinéma, seules distractions autorisées.

Les nouvelles allaient très lentement et toujours orientées par une presse muselée et censurée par l'occupant.

On a souvent parlé des heures noires de l'occupation nazie, ce fut même souvent de véritables ténèbres, morales et physiques, surtout l'hiver 43-44 qui fut très froid et où le chauffage devient si parcimonieusement rationné que seule une pièce était chauffée dans les maisons des villes.

A cette époque, les Français ne vécurent pas, ils essayèrent de survivre.



LE « PETIT MAIRAT »

Photographies datant de la première guerre mondiale

En 1944, il n'avait toujours pas changé et rendait d'immenses services.

Les tickets de rationnement

La quantité de pain par personne variait suivant l'âge et la profession du titulaire.

Elle allait de 200 g pour un enfant à 350 g par jour pour un travailleur « de force ».

Le lait était aussi rationné et bientôt seuls les enfants eurent droit au lait entier, les adultes se contentaient d'un quart de litre par jour sans matières grasses, lesquelles aussi fortement rationnées étaient tombées pendant l'hiver 43-44 à quelques dizaines de grammes par personne et par mois.

L'occupant rationna même l'alcool et le vin, ce qui était un comble en Charente où cela ne manquait point.

Et l'on vit les cafés être obligés d'avoir chaque semaine des jours « avec alcool » et des jours « sans », ces jours-là il était interdit (et sévèrement réprimé) de boire une boisson alcoolisée. Quant au sucre, il avait pratiquement disparu et était remplacé par la saccharine.

La viande enfin était limitée à quelques centaines de grammes par mois et par personne.

Marché noir et système D fleurirent dans tous les foyers français, surtout dans les villes et l'un des plus grands soucis quotidiens de tous fut celui de la nourriture.



La relève

L'Allemagne nazie ayant envahi la Russie et l'effort de guerre allemand demandant de plus en plus de soldats, mais aussi de travailleurs pour fabriquer les armes dont les combattants avaient besoin, la propagande hitlérienne eut l'idée d'un système qui allait se révéler un odieux chantage et qui dès 1941 fit prendre conscience aux français de la véritable mentalité de l'occupant et de ses chefs.

Un million cinq cent mille soldats français étaient prisonniers en Allemagne depuis la défaite de 1940, parmi eux des maris, des pères de famille qui manquaient cruellement à leurs épouses et enfants et dans les exploitations agricoles.

Déjà, la propagande nazie avait demandé aux ouvriers français d'aller travailler en Allemagne pour la machine de guerre allemande, promettant de gros salaires, plus du double de ceux perçus en France et d'autres avantages à ceux qui partiraient « volontaires ».

Ces propositions ne reçurent pas l'accueil escompté et rares furent ceux, quelques milliers d'ailleurs méprisés par tous, qui allaient suivre cette voie. Aussi, devant cet échec, inventa-t-on le système de la « Relève ».

Hitler promettait que pour tout ouvrier qui viendrait travailler en Allemagne volontairement, un prisonnier de guerre serait libéré et choisi parmi les chefs de famille.

C'était habile et évidemment un douloureux cas de conscience allait se poser à beaucoup de jeunes hommes célibataires pour la plupart et même et surtout lorsque ce jeune avait un parent, père de famille prisonnier.

C'est bien ce dilemme que la propagande nazie et vichyssoise exploita et l'on vit des officiels allemands et français accompagner à la gare ces jeunes ouvriers qui, par « devoir et patriotisme », allaient faire revenir dans leurs familles et leurs foyers autant de ces malheureux prisonniers.

Hélas ! La réalité allait vite se révéler toute autre et après quelques mois, les Français comprirent vite qu'ils avaient été « roulés » car un seul prisonnier rentrait pour plus de 13 ou 14 ouvriers qui le « relevaient » et bientôt plus personne parmi ces prisonniers ne revint.

Les nazis poussèrent la mauvaise foi à son comble lorsque l'on découvrit qu'ils ne libéraient plus que des prisonniers malades, incapables de travailler à leur effort de guerre.

Cette escroquerie ouvrit les yeux des Français et ils allaient les ouvrir bien davantage avec le Service du Travail Obligatoire.

Le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.)

Le S.T.O. représente incontestablement le tournant décisif dans la création des maquis en France et « Bir'Hacheim » n'échappe pas à ce contexte national.

Le volontariat du travail en Allemagne et l'escroquerie de la « Relève » n'ont pas eu le résultat escompté par les nazis en France. Le Front russe demandant de plus en plus d'hommes et de matériel, il faut aux hitlériens, pour faire tourner leur machine de guerre, avoir recours au système de déportation des ouvriers des pays occupés pour remplacer en Allemagne les hommes partis combattre sur tous les fronts.

Et ce fut le Service du Travail Obligatoire.

Instauré en France en janvier 1943, il concernait les jeunes hommes nés entre 1919 et 1923. Ces jeunes devaient partir immédiatement après avoir reçu la convocation sans limitation de temps dans la réquisition. Autant dire qu'il s'agissait purement et simplement pour eux de se retrouver dans un véritable état de prisonnier au même titre que les prisonniers de guerre, seul le lieu de travail et de résidence changeaient et encore !!

Cette loi du S.T.O. fit l'effet d'une bombe en France, la plupart des jeunes hommes, résignés ou ne sachant pas comment agir ou simplement, n'osant pas résister, prirent le chemin de l'Allemagne par centaines de milliers pendant l'année 1943. Et ce fut-là le lien entre le S.T.O. et le maquis.

Au total, ils furent environ 160.000 à refuser l'esclavage et à prendre le risque de ne pas se soumettre. Ils prirent le parti de disparaître dans la nature c'est-à-dire les campagnes, les forêts et les montagnes du pays.

Il leur fut facile au début de se camoufler dans des régions peu fréquentées et ces jeunes gens trouvèrent facilement à s'employer dans les fermes où les hommes, prisonniers en Allemagne, manquaient cruellement pour les travaux non mécanisés de la terre.

Beaucoup aussi travaillèrent dans des exploitations forestières car les bois et forêts étaient mis en coupe réglée pour alimenter les moteurs des « gazogènes » qui équipaient les derniers seuls moyens de transport routiers de l'époque.

Mais la réaction vichyssoise d'abord et allemande ensuite par délation des premiers, ne fut pas longue à s'organiser et ce fut dans le pays, la plus gigantesque chasse à l'homme que l'on n'ait jamais vue.

Police, Gendarmerie, Milice, G.M.R., Police allemande, collaborateurs de tout poil et dénonciateurs au petit pied, tous se liguèrent contre les « sales français » qui « refusaient leur devoir » selon Vichy et les Pétainistes de l'époque.

Vint le moment où l'enchaînement fut irréversible car la peur des représailles pour ceux qui hébergèrent ces réfractaires fit que beaucoup d'entre eux renoncèrent.

Ne trouvant plus d'hôtes pour les accueillir et les faire travailler car ces braves gens risquaient eux aussi au minimum la déportation en Allemagne, que restait-il comme ressource à ces hors-la-loi honnêtes ?

Ils n'eurent pas le choix, une seule solution leur restait : fuir au fond des bois et se grouper pour se sentir moins seuls et survivre du mieux possible.

A partir de là, deux options devaient bien vite leur être offertes. Ou rester tapis, faire le mort comme on dit, en essayant de survivre, cela se révéla vite impossible et ceux qui s'obstinèrent, sans argent, sans cartes d'alimentation, sans secours de personne, durent vite abandonner ou furent pris par les sbires de Vichy.

Deuxième option, une fois donc groupés, se procurer des armes pour se défendre de ces mêmes vichyssois.

Ceux-là devinrent aux yeux du pouvoir en place et des Allemands, les Terroristes ou les Maquisards.

D'après les statistiques officielles au 1^{er} janvier 1944, ils furent en France environ 20.000 à rester dans les maquis (sur les 160.000 réfractaires) dont environ les 2/3 organisés et armés plutôt mal que bien mais armés tout de même (quelquefois un fusil ancien pour 3 ou 4).

Ces réfractaires maquisards constituèrent l'élément qu'attendait le gouvernement de Londres qui avait organisé la Résistance en France Occupée et cela depuis 1940.

Les milliers d'hommes dont Londres avait besoin pour le jour J du débarquement afin de déclencher l'insurrection armée qui devait dans toute la France aider les Alliés, ces milliers d'hommes furent donc fournis paradoxalement par les Nazis eux-mêmes.

Cette erreur allemande du S.T.O. leur coûtera très cher dans les mois qui suivirent tout en faisant renaître en France un sentiment presque oublié de ferveur patriotique. Cela allait permettre à notre pays, au prix de milliers de sacrifices, de relever la tête et de laver en partie la honteuse défaite de 1940.

A travers cette carte obligatoire de travail, il faut y voir le recensement de la jeunesse française destinée à être déportée en Allemagne pour travailler à la machine de guerre nazie.



LES ADVERSAIRES DU MAQUIS
G .M .R.
Groupes mobiles de réserve

Dans les groupements militaires vichysois adversaires du Maquis, les G .M R. tenaient une place à part.

Créés par le gouvernement de Vichy avec comme mission d'être complémentaires des Gardes Mobiles et de la Police, ils se recrutèrent principalement parmi les hommes sans travail car, à cette époque, et malgré les prisonniers en Allemagne, il y avait en 1941 environ un million de chômeurs en France.

Leur salaire était à peu près le double d'un ouvrier moyen. De plus, cela leur donnait bonne conscience vis-à-vis de « la Relève » et ils restaient ainsi en France.

Leurs rangs allaient grossir lorsqu'Hitler institue le S.T.O.

Au début, ils furent utilisés pour s'opposer au banditisme qui, sous couvert de Résistance, s'étendait un peu partout surtout dans certaines régions de la zone libre. Comme nous le disions par ailleurs, ces bandes auxquelles s'ajoutaient les malheureux réfractaires au S.T.O. condamnés au début à vivre de rapines dans les bois, fournirent le prétexte de l'emploi par Vichy des G.M .R.

Leurs actions soutenues par une habile propagande à sens unique et interne, justifiait à leurs yeux leur présence dans les combats contre « les Terroristes ».

Mais tout changea avec l'organisation des Maquis et l'élimination par la Résistance elle-même, de ce banditisme.

A partir de 1943 et surtout en 1944 les G.M.R., pour la plupart, comprirent qu'ils avaient été dupés et qu'on leur demandait de faire une guerre civile de mercenaires à d'autres Français, de surcroît plus patriote qu'eux-mêmes.

Mis à part quelques régions comme la Haute-Vienne et la Haute-Savoie en particulier, ils devinrent moins virulents et si certains chefs d'escadrons de ces Brigades ne voulurent rien savoir et se montrèrent odieux jusqu'à la fin, une bonne partie devait soit rendre ses armes au maquis, soit désertier avec armes et bagages et venir grossir les rangs des maquisards.

« Bir'Hacheim » quant à lui n'eut pas à souffrir d'attaques de leur part dans tout son secteur d'opération. Non pas que nous ayons peur d'un affrontement, car l'armement n'était point tellement supérieur au nôtre (les Allemands se méfiaient de la tiédeur de ces troupes et ne les aimaient guère) et notre moral était incontestablement supérieur au leur, mais dans un tel affrontement, c'eut été uniquement du sang français qui aurait coulé sous l'œil narquois de l'occupant et au fond de nous même, nous étions très heureux de ne pas les avoir comme adversaires.

La Milice

Il en était tout autrement de la Milice.

Avec celle-ci nous évoquons ce qui fut à la fois le plus douloureux et le plus révoltant épisode de cette époque, tout au moins pour notre conscience de Français et de Patriotes.

Douloureux, car nous ne comprenions pas comment des Français avaient pu, par idéal et pour de l'argent, devenir des mercenaires à la solde de l'occupant et combattre d'autres français.

Révoltant, car en plus de cette trahison à la Patrie, ces renégats eurent très souvent un comportement odieux, volant, assassinant, martyrisant, se montrant en cela dignes de leurs acolytes qu'ils admiraient tant, c'est-à-dire les S.S. Nazis.

La Milice dont le chef était Darnand, fut créée en juin 1942 dans le seul but de traquer, arrêter ou combattre tout ce qui était hostile au Gouvernement de Vichy ou aux Allemands.

Selon les ordres d'Hitler lui-même, la Milice devait collaborer étroitement avec l'armée allemande et la Gestapo sur le territoire français et ils ne s'en privèrent pas.

Organisée militairement et entraînée au combat, la Milice reçut un armement important de l'armée allemande, notamment des armes lourdes et des véhicules blindés.

Ils devaient bien vite se spécialiser dans la chasse aux maquis qu'ils attaquèrent dans toute la France mais ils allaient surtout causer des ravages dans les rangs des organisations de Résistance et de maquisards, car faisant une religion de la délation et de la trahison, ils réussirent en se faisant passer pour des patriotes, à s'infiltrer dans presque tous les réseaux de maquis pour ensuite disparaître et dénoncer à l'occupant ces mêmes réseaux, leurs chefs, leur importance, leur situation, l'emplacement des groupes de maquisards, leur armement.

A la joie des Allemands et à la honte des Français, ils furent, fin 1943, près de 30.000 miliciens à opérer ainsi dans toutes les régions de Résistance ou de Maquis et ils étaient près de 40.000 au moment du Débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944.

Ils se battirent jusqu'à la fin pour la plupart aux côtés des troupes de la Wehrmacht ou des S.S. qui, selon leurs propres aveux « les aimaient bien ».

Ces mercenaires indignes allaient inspirer tout d'abord un certain dégoût à la population, ensuite une grande crainte devant les agissements barbares et surtout la cause de représailles en cascades lorsque les maquis devinrent plus nombreux.

Ces représailles dégénérèrent en guerre civile qui fit des milliers de victimes et la Charente ne fut point épargnée ni par leurs méfaits, ni par les combats et représailles qui s'ensuivirent.

Ainsi, à Bir'Hacheim comme ailleurs, l'ennemi qu'il fallait abattre et qui fut abattu sans ménagement c'était autant le Milicien que l'Allemand, car le premier était encore plus dangereux par ses délations que le second par ses armes.

Une véritable haine doublée du plus profond mépris, tel était notre sentiment vis-à-vis de ces gens-là dont beaucoup furent fusillés sans ménagement par les Tribunaux de Libération et d'épuration ordonnés par de Gaulle.

La Milice fut à notre avis la plus grande honte et le plus grand déshonneur du régime de Vichy et de son chef le Maréchal Pétain ⁽²⁾.

NOTA - Lorsqu'Hitler ordonna la création de la Milice en France, nous étions en 1942, en juin exactement, c'est-à-dire bien avant l'invasion de la zone libre qui eut lieu le 11 novembre 1942 en réponse à l'arrivée des Américains en Afrique du Nord le même jour.

C'était bien la preuve que le Gouvernement de Vichy n'existait pas réellement dans cette zone dite libre où en fait les Allemands faisaient exécuter leurs ordres par Pétain, Laval et consorts...

En juin 1942, Hitler imposa à Pétain la création de cette milice avec le texte suivant : La Milice française devra collaborer militairement et étroitement avec l'Armée Allemande et la Gestapo en zone occupée comme en zone libre.

Hitler fut comblé au-delà de ses espérances.

Ces agissements, lorsqu'ils furent connus des Français, ouvrirent les yeux de ceux qui avaient cru de bonne foi à une possible collaboration d'égal à égal avec l'Allemagne nazie.

Hélas, tous ne le comprirent pas ou ne voulurent pas le comprendre.

(2) La Résistance, les combattants de Maquis et tous les patriotes ne devaient jamais pardonner au Maréchal Pétain d'avoir couvert de son autorité, la création de corps de mercenaires souvent plus féroces que les Allemands eux-mêmes.

Mais il est vrai que le maréchal Pétain devait couvrir bien d'autres choses surtout l'entrée des Allemands en zone libre le 11 novembre 1942, notamment :

Les crimes et méfaits de ces miliciens, les actes de collaboration petits ou grands, la chasse par la police et la gendarmerie des réfractaires au S.T.O., les combats contre les maquis et leur extermination, la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme dont les soldats portaient l'uniforme allemand, les Croix de Fer sur des poitrines françaises, les cours martiales, les sections spéciales dans la police (les S.A.P.) et dans les Tribunaux, les fusillés, les déportations pour faits politiques ou de Résistance, la chasse aux Juifs et enfin les tueries collectives dont la plus tristement célèbre celle d'Oradour, nos voisins.

Gestapo et « collaborateurs »

Sinistre souvenir pour tous ceux qui furent en France et en Charente des Résistants ou Maquisards.

On ne peut imaginer aujourd'hui ce qu'a été cette police spéciale du Grand Reich allemand, seuls ceux qui ont eu affaire à elle savent ce qu'a été sa cruauté et sa bestialité avec les malheureux qui tombaient dans ses griffes.

Cette police avait des pouvoirs extravagants y compris sur l'armée allemande elle-même dont les plus grands chefs, tremblaient devant elle.

Son action dans les territoires occupés par l'armée allemande en Europe laissera dans l'histoire les titres indélébiles de persécutions raciales, de fusillades, de tortures, d'assassinats et de tueries collectives telles que le monde n'en avait jamais connues.

En Charente comme ailleurs, nombreux furent ceux qui ont été arrêtés par cette police allemande et malheureusement presque tous, furent soit fusillés, soit déportés dans les camps d'extermination si douloureusement célèbres, dont bien peu revinrent.

Mais cette Gestapo fut d'autant plus dangereuse qu'elle trouva partout de nombreux « collaborateurs » pour l'aider dans ses tristes besognes.

Cela paraît incroyable aujourd'hui, mais hélas, en Charente comme dans toute la France, des hommes, des Français, eurent en eux-mêmes suffisamment de bassesse pour dénoncer d'autres Français dont le seul tort à leurs yeux, était de refuser l'esclavage nazi.

Les maquisards d'abord et les Tribunaux d'exception ensuite, furent très sévères pour ces traîtres à la Patrie qui en général doublaient leur coupable activité par des opérations non négligeables financièrement, en se mettant au service des occupants, pour toutes sortes de fournitures qui leur permettaient de faire fortune alors que leurs compatriotes s'enfonçaient chaque jour un peu plus dans la misère.

Et il y eut aussi également des femmes françaises pour imiter les hommes et dénoncer sans vergogne à l'allemand des réfractaires ou des maquisards.

Que le lecteur soit juge :

Dans certaines villes de France, l'effectif des inspecteurs de police collaborateurs de la Gestapo et enrôlés par elle, atteignait et même dépassait le rapport de 20 Français pour un inspecteur allemand de la Gestapo.

Tous les historiens se sont montrés d'accord pour dire et écrire que la « Gestapo française » était un mal qui avait atteint toutes les couches de la société.

En 1944, la plus haute autorité allemande de la Gestapo en France reconnaissait : « Ce sont les auxiliaires français qui nous ont permis d'infiltrer les organisations clandestines. Sans eux, il nous aurait été impossible d'accomplir notre tâche ». Cet allemand devait encore déclarer plus tard à son procès devant les Tribunaux français : « II nous fallait au minimum 32.000 agents français pour quadriller efficacement la France, et nous en avons davantage ».

La saisie des archives allemandes à l'Hôtel Majestic à Paris devait malheureusement prouver qu'il n'avait pas menti.

Un autre haut dignitaire nazi devait déclarer : « Nous étions parfois écoeurés de la servilité de certains français qui, dénonçaient leurs compatriotes avec un zèle que nous ne leur demandions même pas ».

C'est stupéfiant, triste, terrible, mais c'est hélas la vérité.

Et l'on comprend mieux pourquoi de Gaulle fit arrêter net en 1946 les recherches nationales sur les collaborateurs. C'était un véritable cancer généralisé qu'il valait mieux passer sous silence.

Mais les archives du Ministère de la Défense Nationale dévoileront un jour, en 1994 exactement, soit cinquante ans après les faits comme le veut la loi, de terribles secrets.

Ce jour-là, que découvrirons-nous ?

Police et gendarmerie

Il ne peut être question de classer Police et Gendarmerie dans leur globalité parmi les adversaires du maquis, tout au moins en Charente et dans le cadre de l'activité du Maquis Bir'Hacheim.

Bien au contraire, et il faut le dire tout de suite, de nombreux policiers et gendarmes charentais rejoindront les maquis et notamment le nôtre après le 6 juin et certains parmi eux payèrent de leur vie leur patriotisme.

Concernant la gendarmerie, celle-ci était dans une position délicate, car, étant par essence et par nature un corps militaire, elle était partagée entre l'obéissance aux ordres et son désir soit de fermer les yeux, soit d'aider carrément le maquis.

Oh ! bien sûr il y eut des « bavures » comme l'on dit maintenant, notamment ce gendarme qui confondit zèle et collaboration à Charmé en dénonçant un parachutage aux Allemands, ce qui entraîna des arrestations parmi les patriotes de la région mais un tel fait restera unique en Charente à notre connaissance.

Par contre, on ne compte pas les fois où les gendarmes fermèrent les yeux, ou firent des rapports « bidon » ou quand ils n'évitèrent pas systématiquement les chemins où ils savaient rencontrer des patrouilles de maquisards. Ce fut le cas de la brigade de Chasseneuil dont le gendarme Frachet demandait à Mme Nebout « Luc » « où il ne risquait pas de rencontrer ses maquisards » lors de sorties diurnes ou nocturnes et orientait ces sorties sans en parler au chef de brigade car il se méfiait de lui avec ou sans raison.

Mais leur situation devenait de plus en plus intenable au fur et à mesure que l'on approchait de la libération car ils étaient soupçonnés par la Milice et les Allemands d'aider les maquisards et certains vinrent nous rejoindre in extremis, échappant de justesse à l'arrestation et à la déportation.

La Police se trouvait elle aussi placée devant le même dilemme que la Gendarmerie, mais davantage cantonnée à Angoulême elle était moins au contact des maquis et mis à part le 22 mars 1944 où des policiers accompagnèrent la division allemande dans l'investissement de Chasseneuil, l'on peut affirmer qu'elle était absolument inconnue de Bir'Hacheim.

Là aussi des policiers rejoignirent le maquis après le 6 juin et là aussi comme leurs collègues gendarmes, certains donnèrent leur vie pour la libération du pays.

Toutefois, il ne peut être passé sous silence le comportement de quelques-uns d'entre eux, rare et infime minorité du corps de la Police qui prirent carrément fait et cause pour les Allemands et collaborèrent étroitement avec leurs collègues de la Gestapo.

La Légion française des combattants ⁽¹⁾

Créée par Pétain aussitôt l'Armistice, elle avait pour but avoué, de regrouper dans un vaste rassemblement tous ceux qui, assommés par la défaite, voudraient aider le Maréchal à refaire la France.

Cela semblait illusoire dans un pays aux deux-tiers occupé par l'Allemagne, mais il faut être objectif et comprendre ce que pouvait être l'abattement des Françaises et des Français en juin 1940.

La situation de l'Europe paraissait désespérée. Seule la Grande-Bretagne tenait tête mais pour combien de temps ? Sans armée, son sort paraissait réglé dans les mois à venir.

La Russie, communiste de Staline ? Poignardant les alliés dans le dos, elle avait quelques jours avant la déclaration de guerre, signé un pacte de non agression avec l'Allemagne nazie de Hitler !!

L'Amérique était loin et de toute façon elle avait refusé son concours au moment crucial, s'enfermant dans son « splendide isolement ».

Il apparaissait donc que la situation était désespérée et beaucoup de Français estimèrent que le Maréchal Pétain était la bouée de sauvetage à laquelle il fallait se raccrocher puisque tout le pays n'était pas occupé au contraire de tous les autres pays qui avaient été en guerre avec l'Allemagne.

Il faut bien reconnaître qu'effectivement à cette époque l'avenir était sombre et que puisqu'il restait une France libre sur le territoire même, il fallait tout faire pour la sauver.

Aussi, en toute sincérité et bonne foi, nombreux furent ceux, notamment les anciens combattants de 14-18, qui adhérèrent à cette Légion.

Las ! Les espoirs furent vite déçus au fil des agissements du tandem Pierre Laval, Maréchal Pétain.

Et les légionnaires s'aperçurent bientôt qu'ils cautionnaient la politique allemande en France sans s'en rendre compte.

D'où l'appel que nous reproduisons ici du premier directeur de la Légion.



(1) Ne pas confondre la Légion française des combattants avec la légion des volontaires contre le bolchevisme.

(2) Celle-ci créée par Pétain au titre de la collaboration franc-allemande avait pour but avoué de combattre sur le front russe uniquement. Ces légionnaires la combattirent revêtus de l'uniforme allemand.

Nous devons mettre en exergue le principe même de la base des groupements de Résistants, c'est-à-dire le Patriotisme. Les jeunes aimaient fortement leur pays, la France, à l'exemple de leurs parents et de leurs enseignants qui avaient su leur inculquer cet esprit. Ils étaient fiers d'être français et ne supportaient pas l'occupation allemande, le dénigrement, l'avilissement, en un mot le joug nazi, sous toutes ses formes.

Ils n'avaient devant eux aucun avenir consenti et valable, surtout pas celui dont ils avaient rêvé.

D'où l'engagement des jeunes dans l'état de Réfractaire et celui grâce aux maquis, auxquels ils ont fait appel, espérant ainsi pouvoir lutter efficacement pour la libération du pays et le retour à la liberté, si chère à la France, à l'image de son Histoire.

Mais un tel engagement était difficile à prendre, surtout pour des jeunes qui n'avaient pas encore volé de leurs propres ailes :

Eloignement de leurs familles pour lesquelles ils redoutaient les représailles ennemies,

Isolement dans des forêts, sans aucun confort,

Dangers incontestables, pouvant aller jusqu'à la mort, au cours des combats face à l'ennemi, etc.

Tout cela en refusant, d'une part le S.T.O. mais aussi la facilité d'obéissance aveugle, le renoncement aux promesses mirobolantes et facétieuses lâchement exprimées dans la propagande ennemie.

Et pourtant, en accord avec leur conscience et leur cœur, ils ont eu la force et la dignité de faire leur choix, le bon choix !

Certes quelques jeunes, incontestablement minoritaires, n'ont pas suivi cette ligne directrice, en s'enrôlant dans des groupes non reconnus officiellement en haut-lieu, mal encadrés, et qui se sont permis de pratiquer des exactions fort regrettables, plus ou moins préméditées.

Dans la confusion qui régnait à l'époque, de tels faits ont jeté le trouble dans certains esprits. Mais il ne faut pas, afin de rétablir la vérité et ne pas faciliter des dérapages qui seraient indignes de tant de nos jeunes maquisards morts au Champ d'Honneur, s'attarder sur de tels cas, puisqu'il ne s'agissait pas de véritables Résistants. Ce n'était pas la finalité des honorables soldats F.F.I. au sein des maquis.

Moi qui ai vécu, des mois durant, parmi eux, qui ai souvent reçu leurs confidences, assisté à leur souffrances physiques et morales jusqu'à leur enthousiasme final lors de la capitulation allemande, je les défendrai de toutes mes forces jusqu'à mon dernier souffle !

Hélène Nebout, « chef Luc »